**CPAM   
AMENAGEMENT DU NOUVEAU SIEGE**

**Gironde**

**CHARTE CHANTIER RESPONSABLE**

Une image contenant plein air, Roue de vélo, bâtiment, ciel

Le contenu généré par l’IA peut être incorrect.

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| Date | Indice | Rédacteur | Relecteurs | Suivi des modifications |
| 16/07/2025 | 1 | Laura Gobat |  |  |

Sommaire

[1. Préambule 3](#_Toc202423868)

[2. Synthèse des tâches par responsable 4](#_Toc202423869)

[3. Contrôle et suivi de la démarche 5](#_Toc202423870)

[Rôle du Maître d’œuvre 5](#_Toc202423871)

[Rôle du responsable environnement 5](#_Toc202423872)

[Responsabilité des entreprises 6](#_Toc202423873)

[4. Mise en œuvre d’un chantier responsable 6](#_Toc202423874)

[Réduction des nuisances sonores 6](#_Toc202423875)

[Réduction des nuisances olfactives et de la pollution de l’air 7](#_Toc202423876)

[Nettoyage du chantier 8](#_Toc202423877)

[Réduction de la pollution de l’eau et du sol 8](#_Toc202423878)

[Réduction des consommations en eau et en énergie 9](#_Toc202423879)

[Gestion et réduction des déchets 10](#_Toc202423880)

[Gestion des flux externes à l’emprise chantier 17](#_Toc202423881)

[Gestion des flux internes à l’emprise chantier 17](#_Toc202423882)

[Approvisionnement responsable 17](#_Toc202423883)

[Communication 17](#_Toc202423884)

[Pénalités 18](#_Toc202423885)

[5. Annexes 20](#_Toc202423886)

[Pictogrammes de chantier 20](#_Toc202423887)

# Préambule

La CPAM a fait construire un bâtiment par le promoteur CAPELLI dans le quartier Cracovie, Allée de Boutaut, 33 000 BORDEAUX. Le projet de l’Assurance Maladie étant de regrouper les activités de gestion de la CPAM et du Service médical régional et local ainsi que l’accueil des assurés pour Septembre 2026 (compris déménagement des collaborateurs).

Dans le cadre de ces aménagements, la CPAM fait appel à Kardham en tant que maîtrise d’œuvre pour les travaux d’aménagements intérieurs du nouveau siège de la Gironde sur un bâtiment de 16 266 m² SUB, en R+6 s’organisant autour d’un patio. Le RDC du bâtiment est destiné à recevoir un accueil, des cabinets médicaux et box pour la réception des assurés (ERP), un restaurant d’entreprise et des surfaces logistiques. Les étages supérieurs sont aménagés en bureaux (ERT).

Ces plateaux ont une SUB définie dans le tableau ci-dessous :

|  |  |
| --- | --- |
| RDC | 2572 m² |
| R+1 | 2335 m² |
| R+2 | 2345 m² |
| R+3 | 2325 m² |
| R+4 | 2308 m² |
| R+5 | 2288 m² |
| R+6 | 2093 m² |
| TOTAL SUB | 16 266 m² |

Ces plateaux accueilleront plus de 1000 collaborateurs.

Les travaux d’aménagement se dérouleront en 7,5 mois selon le planning prévisionnel établi. Un planning d’exécution sera établi avec les entreprises avec validation de la date de réception par la maîtrise d’ouvrage.

L’aménagement qui a été conçu par Tetris consiste à créer des espaces tertiaires composés de bureaux en espaces partagés ou fermés, de locaux spécifiques (stockage, local ménage, local repro), d’espaces collaboratifs tels que : bulles, salles de réunion (Agora, salle du Conseil et multiples SDR), espaces informels, espaces spécifiques (salle récréative, carrière center, labo TV), points café et tisaneries, ainsi qu’un restaurant d’entreprise (RE).

L’ensemble des travaux décrits sont sous réserve de l’accord du bureau de contrôle, du coordonnateur SPS, du propriétaire.

Cette charte chantier responsable traduira les exigences du cahier des charges preneurs et décrira l’ensemble des dispositions à prendre en compte en termes de prévention des nuisances et des risques environnementaux liés à l’exécution de travaux.

Les principaux risques environnementaux et nuisances identifiés sont les suivants :

* La poussière
* Le bruit
* La gêne des occupants et voisinage
* La dégradation des éléments existants
* La perturbation des flux
* La production de déchets
* Les pollutions potentielles de site (sol, air, eau)
* Les risques d’exploitations futurs

L’engagement des signataires traduit leur volonté de réduire les nuisances du chantier par le respect de toutes les dispositions nécessaires au respect de la démarche.

# Synthèse des tâches par responsable

Afin de faciliter la lecture de cette charte, le tableau ci-dessous récapitule les principales tâches allouées à chaque responsable ainsi que la fréquence de ces dernières et les documents attendus.

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Tâche | Responsable | Fréquence | Eléments justificatifs |
| Faire signer la présente charte aux entreprises | CPAM / Kardham | Avant le début du chantier | Chartes signées |
| Valider la conformité des matériaux avec les prescriptions environnementales | Entreprises | Autant que nécessaire | Visa |
| Identification des centres de recyclage/valorisation ou des plateformes de tri prévus pour le traitement des déchets du chantier | Entreprises | Avant le début du chantier | Liste des centres |
| Réunir les bordereaux de suivi de déchets et les attestations de valorisation de déchets | Entreprises | Tout au long du chantier | BSD |
| Réaliser un tableau de suivi de déchets récapitulant les typologies, quantités et taux de valorisation | Entreprises | Tous les mois | Tableau |
| Vérifier la propreté du chantier | Entreprises | Toutes les semaines |  |
| Mise en place des affiches de sensibilisation pour la réduction des consommations d’eau et d’énergie | Lot installation de chantier | Au début du chantier | Affiches |
| Fournir les fiches de déclaration Environnementale et sanitaire (FDES) | Entreprises | Au début du chantier | FDES |
| Récupérer les fiches de déclaration Environnementale et sanitaire FDES | CPAM/ Kardham | Au début du chantier |  |
| Sensibilisation du personnel de chantier | CPAM/ Kardham | Au début du chantier |  |
| Mise en place des affiches de communication | CPAM/ Kardham | Au début du chantier | Affiches de communication |
| Compte rendu de suivi de la charte chantier | CPAM/ Kardham | Tous les mois | CR |

# Contrôle et suivi de la démarche

## Rôle du Maître d’œuvre

Le rôle du Maître d’œuvre consiste à :

* Soumettre la charte chantier responsable aux entreprises et vérifier qu’elles l’ont bien signée
* Vérifier la conformité des matériaux et produits avec les prescriptions environnementales
* Communiquer directement auprès des intervenants de chantiers et éventuels usagers du bâtiment
* Valider les documents en lien avec la charte chantier responsable
* Alerter le maître d’ouvrage sur les écarts constatés

## Rôle du responsable environnement

Cette mission est scindée en deux :

* Responsable environnement « principal »
* Responsable environnement « adjoint » lié à la gestion des déchets du chantier

Ainsi, le maître d’œuvre demandera à chaque entreprise de désigner un responsable environnement, qui aura pour rôle la mise en place et le suivi de la charte chantier responsable.

Ses missions seront les suivantes :

* Le suivi du respect des exigences de la charte. Les non-conformités relevées seront signalées et traitées
* Consigner les plaintes et remarques, les traiter et mettre en œuvre des réponses appropriées en concertation avec le Maitre d’Ouvrage
* La sensibilisation des compagnons au démarrage du chantier et à chaque fois que le besoin s’en ressentira
* La collecte des documents liés à la qualité environnementale du chantier (chartes chantier responsable signées par toutes les entreprises, FDES, BSD, fiches produits…)

Le maitre d’œuvre demandera à chaque entreprise de désigner un responsable environnement « adjoint » qui aura pour rôle la partie gestion de déchets de chantier.

Ses missions sont les suivantes :

* La vérification de la bonne gestion des déchets sur site (tri, stockage, valorisation)
* La mise en place du dispositif de gestion des déchets sur le chantier (tri, stockage)
* La sensibilisation des compagnons aux consignes liées à la gestion des déchets
* L’enlèvement des déchets pour les acheminer dans les centres de valorisation
* La transmission des justificatifs au Maître d’œuvre
* La remontée d’anomalies au Maître d’œuvre afin qu’il puisse appliquer les pénalités prévues à la présente charte chantier responsable

## Responsabilité des entreprises

Toutes les entreprises intervenantes sur le chantier ainsi que leurs sous-traitants ont l’obligation de respecter cette charte. Cette charte est un document contractuel, annexé à leurs contrats.

Les entreprises intervenantes sur le chantier s'engagent à respecter les réglementations énoncées dans la charte concernant notamment la protection de l'environnement (pollution des eaux et des sols), les conditions de travail (hygiène et sécurité), ainsi que la gestion des déchets (tri, collecte). Le respect de ces exigences est obtenu par des mesures préventives, de contrôle et de correction.

En cas de non-respect, des sanctions financières, décrites à la fin du document, pourront être appliquées.

# Mise en œuvre d’un chantier responsable

## Réduction des nuisances sonores

Les entreprises veilleront à respecter les dispositions de la **loi n° 92-1444 du 31 décembre 1992** dite « Loi Bruit », ainsi que le **décret n°2006-1099 du 31 août 2006** relatif à la lutte contre le bruit de voisinage et modifiant le code de la santé publique.

Les niveaux sonores (pression acoustique) des engins et outils utilisés sur le chantier (hors dispositifs sonores de sécurité) devront respecter **l’Arrêté municipal de la ville de Paris du 29 octobre 2001** relatif à la réglementation des activités bruyantes et **l’Arrêté du 22 mai 2006** modifiant l’arrêté du 18 mars 2002 relatif aux émissions sonores dans l’environnement des matériels destinés à être utilisés à l’extérieur des bâtiments.

Les nuisances engendrées par les chantiers devront être interrompues entre 20h et 7h et toute la journée des dimanches et jours fériés, sauf en cas d'intervention urgente et dérogation exceptionnelle autorisée par le maire.

Les entreprises veilleront à réduire l’impact sonore de leur activité.

Plusieurs dispositions seront mises en place pour atténuer les bruits de chantier.

Par exemple :

* Le matériel utilisé devra être conforme au marquage CE
* Le matériel électrique sera préféré au matériel pneumatique
* Insonorisation des engins et du matériel et suivi de leur PV acoustiques
* L’évacuation des déchets par goulottes extérieures est proscrite
* Le matériel sera le mieux adapté (puissance et taille) à la typologie de travaux effectués
* Les fenêtres seront fermées durant les travaux les plus bruyants
* Identification des tâches les plus bruyantes et leur planification pour minimiser l’impact sur les Meoccupants et les riverains
* Les camions et camionnettes de livraison devront couper le moteur lorsqu’ils sont à l’arrêt

Pour protéger la santé des compagnons, il est de la responsabilité des entreprises de fournir à leurs compagnons les protections individuelles adéquates pour les travaux de perçage, et de sciage (Directive européenne 2003/10/CE du 6 février 2003).

Afin d’éviter une plainte pour raison de gêne sonore, le Maitre d’Ouvrage peut demander aux Entreprises de mettre en place un suivi acoustique continu permettant d’alerter en cas de dépassement du seuil tolérable. Ce seuil sera défini en concertation avec le Maître d’œuvre et le Maître d’Ouvrage.

## Réduction des nuisances olfactives et de la pollution de l’air

La pollution de l’air en phase chantier est principalement due à la poussière, aux matériaux pulvérulents et aux émissions de composants volatiles des produits. Cette pollution représente un risque pour la santé des compagnons et des occupants, elle devra donc être limitée et maîtrisée.

Les dispositions suivantes seront mises en place :

* Les produits et matériaux utilisés disposeront de l’étiquette qualité de l’air A+
* 
* Les matériaux pulvérulents (exemple sac de plâtre) seront stockés à l’abri du vent et des courants d’air
* Les bennes de déchets en extérieur seront couvertes afin d’éviter la dispersion des déchets dans l’environnement
* Toutes les bennes déchets devront être bâchées avant de quitter le chantier et être acheminées vers les centres de traitement
* Les ponceuses seront raccordées à un aspirateur
* Les moteurs des véhicules en stationnement sont coupés

## Nettoyage du chantier

Afin de réduire les nuisances visuelles du chantier, les dispositions ci-après seront appliquées :

* Nettoyage régulier des accès et des alentours du chantier par le titulaire du marché « Installation de chantier » et à chaque demande des autorités locales ou d’un représentant de la maitrise d’œuvre
* Nettoyage en fin de journée des zones de travail (notamment collecte des déchets) par tous intervenants sur le chantier
* Nettoyage régulier (à minimum hebdomadaire à plus si nécessaire) par tous les intervenants à tour de rôle (le planning prévisionnel sera déterminé à la 1ère réunion de sous-traitance)

## Réduction de la pollution de l’eau et du sol

Les entreprises devront respecter les règlementations en vigueur concernant les rejets issus de chantier :

* Loi 92-3 du 3 janvier 1992 dite loi sur l’eau, article 10
* Code de la santé publique article L35-8
* Arrêté du 22 décembre 1994, article 23 de fixant les prescriptions techniques applicables aux ouvrages de collecte et de traitement des eaux usées)
* Décret 77-254 du 8 mars 1997, décret 79-981 du 21 novembre 1979 sur la collecte et le traitement des huiles usagées
* Directive 73/404/CEE du 22 novembre 1973, sur le rejet des huiles, lubrifiant et détergent

Les zones de stockage des produits polluants utilisés lors du chantier devront être déterminées et protégées. Les dispositions réglementaires pour éviter toute pollution des eaux et du sol devront être respectées.

* Etiquetage réglementaire des cuves, des fûts, des bidons et des pots
* Un point d’attention doit être porté à la comptabilité des produits lors de leur stockage, mais également lors de leur utilisation
* Stockage des produits potentiellement polluants qui doivent être identifiés (leur volume est également évalué)
* Interdiction d’enfouir les déchets sur place ou d’effectuer des dépôts sauvages
* Présence de protections adaptées pour les zones de stockage des produits
* Pour tout produit faisant l’objet d’une fiche de sécurité, respecter les prescriptions indiquées sur la fiche
* **Aucun rejet polluant ne devra être réalisé dans les réseaux d’assainissement ou dans les espaces végétalisés**
* **Les lots utilisant des équipements à nettoyer avec de l’eau devront s’équiper de systèmes de nettoyage en cycle fermé (exemple de système : Station de Nettoyage ROTACLEAN)**
* Suivi des produits polluants employés par l’entreprise ou ses sous-traitants
* Etude de la substitution d’un produit dangereux ou polluant par un équivalent plus sain
* Stocker les produits pouvant présenter un danger pour la qualité des eaux et du sol en cas de déversement accidentel dans des bacs adaptés
* Mettre en place les moyens appropriés pour recueillir et traiter, avant rejet, les eaux usées et effluents de chantier.

## Réduction des consommations en eau et en énergie

Afin de limiter le gaspillage en eau et en énergie, les consignes ci-après seront appliquées :

* Fermer les robinets après utilisation si absence de temporisation ou détection infrarouge. Mettre des affiches si robinets non automatiques.
* Signaler et réparer toute fuite d’eau
* Utiliser l’eau en quantité raisonnable
* Eteindre l’éclairage inutile (si absence de détection de présence)
* Arrêter les appareils qui fonctionnent inutilement (ex : radiateurs) (si absence de GTB ou horloge/minuterie)
* Un affichage de sensibilisation devra être apposé pour limiter des consommations d’eau et d’énergie par l’entreprise responsable du lot “Installation de chantier”.
* Le Maître d’Ouvrage / Maître d ‘Œuvre devra trouver un moyen de faire en sorte que la lumière soit éteinte le soir
* Le suivi des consommations devra être fait dans le cadre d’un chantier où un bilan carbone sera réalisé

## Gestion et réduction des déchets

### Réglementation en vigueur

Les entreprises devront se conformer à la réglementation en vigueur, à savoir :

* Codes de l’Environnement, de l’Urbanisme et du Travail
* Loi n° 75-633 du 15 juillet 1975, relative à l’élimination des déchets et récupération des matériaux
* Loi n° 76-633 du 19 juillet 1976, relative aux installations classées pour la protection de l’environnement
* Loi n° 92-646 du 13 juillet 1992, relative à l’élimination des déchets et installations classées pour la protection de l’environnement
* Décret du 13 juillet 1994 relatif à l’élimination des déchets d’emballages industriels et commerciaux
* Loi n° 95-101 du 2 février 1995, relative au renforcement de la protection de l’environnement
* Circulaire du ministère de l’Environnement du 15 février 2000 relative à la planification de la gestion des déchets de chantier du bâtiment et des travaux publics.
* Décret du 18 avril 2002 relatif à la classification des déchets
* Décret du 30 mai 2005 relatif au contrôle des circuits de traitement des déchets dangereux. (Le BSDD remplace le BSDI depuis le 1er décembre 2005)
* Décret N°2016 du 10 Mars 2016 dit « Décret 5 flux »
* Décret n° 2020-1817 du 29 décembre 2020 portant sur les informations des devis relatives à l'enlèvement et la gestion des déchets générés par des travaux de construction, de rénovation, de démolition de bâtiments et de jardinage et des bordereaux de dépôt de déchets
* Décret n° 2021-950 du 16 juillet 2021 relatif au tri des déchets de papier, de métal, de plastique, de verre, de textiles, de bois, de fraction minérale et de plâtre

Les entreprises devront appliquer les dispositions suivantes :

* Conformément au décret n° 2020-1817 du 29 décembre 2020, chaque entreprise devra faire apparaitre dans son offre une mention « déchets », cette mention devra obligatoirement contenir les éléments suivants :
  + L’estimation de la quantité totale de déchets générée par l’entreprise sur la durée du chantier
  + Les modalités de gestion et de collecte des déchets sur le chantier (effort de tri effectué, nature des déchets pour lesquels une collecte spécifique est prévue)
  + Le(s) point(s) de collecte vers lesquels les déchets seront acheminés (identification par leur raison sociale, leur adresse et le type d’installation)
  + L’estimation des coûts associés à la gestion et à l’enlèvement de ces déchets

L’entreprise en charge du lot « Déchets de chantier » exigera des installations de destination finale, les informations précises sur les différents traitements des déchets, les quantités de déchets traités et ce par type de traitement, afin de pouvoir connaître précisément, à tout moment du chantier, la quantité de déchets valorisés et les types de valorisations effectuées.

### Obligation de tri des « 7 flux »

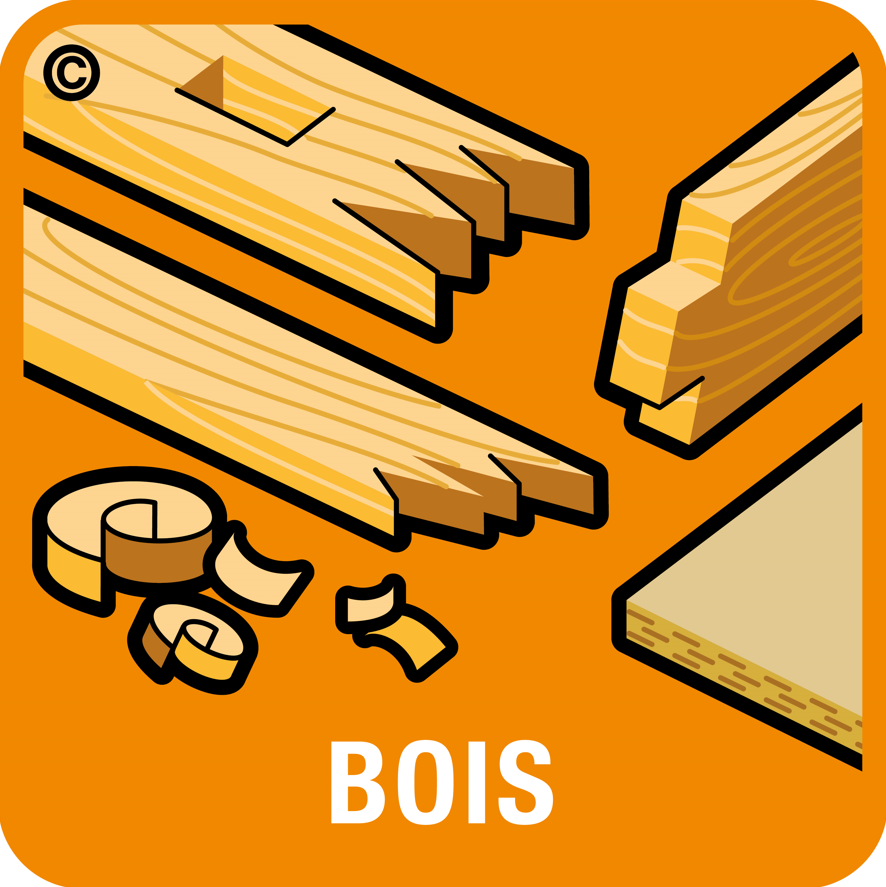
Le décret n° 2021-950 du 16 juillet 2021 élargit l’obligation des « 5 flux » de tri à la source et de collecte séparée des déchets à « 7 flux ».

Les « 7 flux » sont les suivants :

* Papier/carton
* Métal
* Plastique
* Verre
* Bois
* Fractions minérales (béton, briques, tuiles, céramiques et pierres)
* Plâtre

Une image contenant texte, signe

Description générée automatiquement   Une image contenant texte, clipart

Description générée automatiquement   

### Responsabilité Entreprises

Chaque entreprise est responsable de la gestion de ses déchets de chantier à partir du moment où ils sont produits. A ce titre, elle s’assure que les sous-traitants intervenants sur le chantier soient formés et respectent les modalités de tri sélectif mis en place et elle vérifie le suivi des déchets avec les bordereaux de suivi des déchets adéquats.

Sa responsabilité peut être engagée lorsqu'un problème de pollution est découvert chez un récupérateur ou un exploitant d’installation de traitement dont l'origine est imputable au déchet en question. C'est le cas si l'entreprise a confié un déchet sans informer explicitement le récupérateur de ses caractéristiques et de sa nocivité ou si elle livre un déchet non conforme aux échantillons testés avant la transaction avec l’éliminateur.

Les déchets ne doivent pas être stockés en mélange pour respecter les filières de collecte sélective et minimiser la part non valorisable ou non recyclable.

Le Responsable Environnement est chargé de vérifier au quotidien le bon respect de ces exigences par les chefs d’équipe de chaque entreprise. Il effectue le cas échéant les rappels à l’ordre nécessaires et conduit si besoin des réunions de chantier spécifiques à la gestion des déchets.

### Typologies de déchets

#### Les Déchets Inertes (DI)

Ces sont des déchets qui ne se décomposent pas, ne brûlent pas et ne produisent aucune réaction chimique, physique ou biologique durant leur stockage. Ce sont des produits naturels (pierres, terre, matériaux de terrassement) ou des produits manufacturés (béton, ciments, céramique, terre cuite, verre ordinaire, laine minérale …).

Les déchets inertes sont destinés soit au recyclage, soit au stockage en site de classe III.

#### Les Déchets Non Dangereux (DND)

Ce sont des déchets produits par l’artisanat, l’industrie, le commerce et les services qui ne présentent pas de caractère dangereux ou toxique et qui ne sont pas inertes. Ce sont des déchets mono matériaux (le bois non traité, les différents métaux, le plâtre, …), soit des matériaux composites, des produits associés à du plâtre, des matériaux fibreux (à l’exception de l’amiante), du verre traité, des matières plastiques, des matières adhésives.

Les DND doivent être dirigés soit vers des circuits de réemploi, recyclage, récupération, valorisation, soit vers des incinérateurs, soit en stockage de classe II.

#### Les Déchets Dangereux (DD)

Ce sont des déchets qui contiennent des substances toxiques et nécessitent des traitements spécifiques pour leur élimination. Il s’agit notamment des :

* Aérosols,
* Accumulateurs et piles contenant des substances dangereuses,
* Bois traité avec des substances dangereuses,
* Cartouches contenant des substances dangereuses,
* Emballages souillés par des substances dangereuses,
* Produits contenant du goudron,
* Lampes à économie d’énergie,
* DEEE (déchets d’équipements électriques et électroniques) contenant des substances dangereuses,
* Peintures, vernis, colles, solvants contenant des substances dangereuses,
* Pinceaux, chiffons souillés avec des produits dangereux,
* Produits absorbants pollués aux hydrocarbures,
* De l’Amiante friable et lié, tous matériaux amiantés

### Collecte sélective des déchets

Le tri sélectif sera à opérer sur le chantier par chaque entreprise. Il devra respecter les modalités suivantes :

* Le tri des déchets sera obligatoirement effectué sur le chantier
* En fonction des quantités et des typologies de déchets identifiées, les catégories de tri seront définies. Le niveau de tri attendu est de 7 flux
* Les bennes de tri mises en œuvre devront être identifiées par le biais de pictogrammes
* En annexe, vous trouverez la liste des pictogrammes de chantier diffusée par le FFB
* Afin de faciliter le tri, des petites bennes de tri seront disposées à tous les étages sur une zone définie
* Chaque entreprise restera responsable des déchets dangereux liés à son lot, s’assurera de leur bonne gestion. Le justificatif devra être apporté au responsable environnement
* Des dispositions seront prises pour réduire les déchets à la source, comme :
  + Le pré-calepinage des revêtements afin d’éviter les chutes
  + Les emballages réutilisables et consignables seront privilégiés
  + Préférer les fabricants qui proposent la reprise de certains déchets (chutes, anciennes références de leurs produits) pour les réintroduire dans le cycle de production
  + Préférer des produits issus de l’économie circulaire
* Un suivi des déchets sera assuré par le responsable environnement « adjoint », qui centralisera les BSD (Bordereaux de Suivi des Déchets) et les transmettra au Maître d’œuvre. Un reporting mensuel sera transmis au maître d’ouvrage.
* Les centres de traitement des déchets et prestataires d’enlèvement seront retenus en fonction du taux de valorisation proposé

Ce chantier vise un **taux de valorisation de 70% minimum de ses déchets d’aménagement**. Cette valorisation devra se faire en respectant la hiérarchie des modes de traitement.

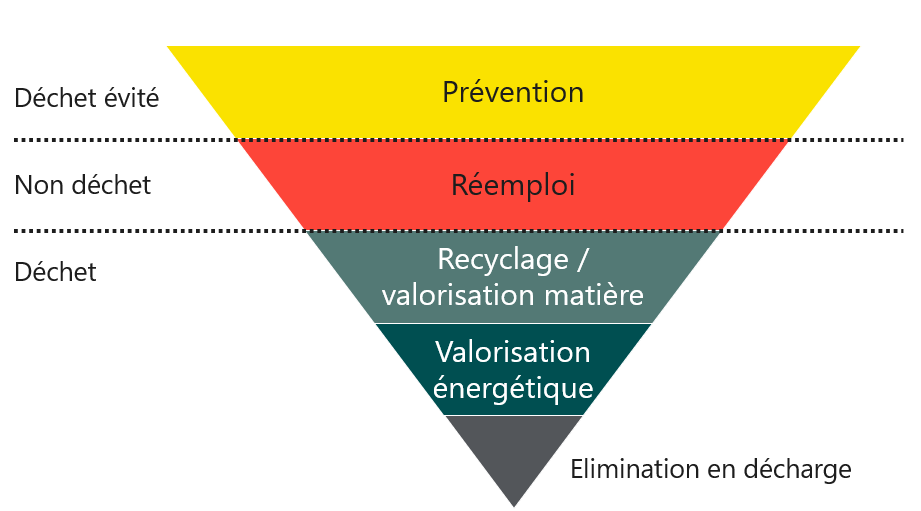


Schéma de la hiérarchie des modes de traitement des déchets

Pour ce faire, **100% des bordereaux de suivi des déchets (BSD) devront être transmis au référent environnement** afin de pouvoir formaliser, en fin de chantier, une note de calcul du taux de valorisation effectif.

Le référent environnement devra collecter les BSD liées aux déchets évacués ainsi que les bons de pesée.

L’entreprise doit veiller à ce que ces bordereaux soient remplis correctement. Ces bordereaux devront être intégralement complétés, de manière à connaitre précisément les informations suivantes :

* Les coordonnées de l’émetteur du bordereau et celles de l’installation de destination
* La dénomination du déchet, le type de conditionnement et la quantité précise (tonnes)
* Les coordonnées du négocient le cas échéant
* Les coordonnées du collecteur/Transporteur ainsi que celles de l’installation de destination
* Le type d’opération réalisée sur les déchets (valorisation, stockage…) et le taux de valorisation atteint
* Les coordonnées de l’installation ultérieure prévue

Deux types de bordereaux sont à renseigner :

* Les bordereaux pour le suivi des Déchets Dangereux (DD)

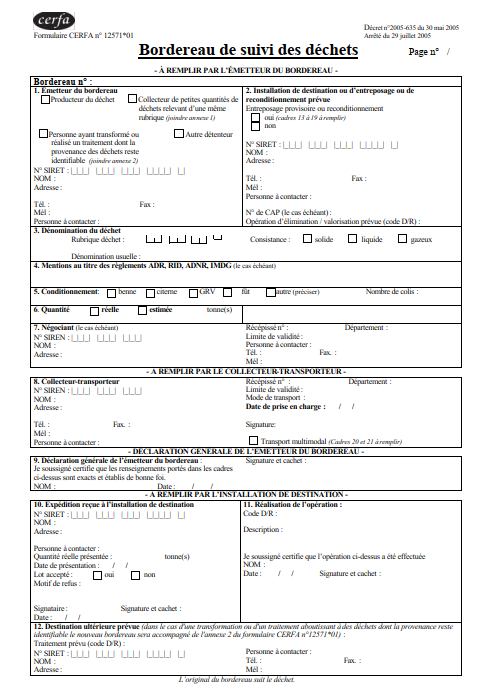
Ces bordereaux accompagnent les déchets jusqu’à l’installation destinataire qui peut être un centre soit d’élimination finale, soit de regroupement, soit de prétraitement. Le producteur (l’Entreprise en charge du lot « Déchets de chantier »), les divers opérateurs intermédiaires et l’exploitant de l’installation destinataire visent successivement le bordereau au moment de la prise en charge des déchets. Ils en gardent chacun un exemplaire visé, qu’ils tiennent à la disposition du service chargé du contrôle des installations classées pendant au moins trois ans.

Un exemplaire visé par l’ensemble des opérateurs sera consigné sur le chantier par le référent environnement.

* Les Bordereaux de suivi des Déchets Inertes (DI) et des Déchets Non Dangereux (DND)

Ces bordereaux sont à renseigner par l’ensemble des opérateurs. Un exemplaire visé par l’ensemble des opérateurs sera consigné sur le chantier par le référent environnement.

Les bordereaux de suivi des déchets (BSD) seront collectés, par le Maître d’œuvre afin d’assurer la traçabilité de 100 % des déchets réglementés et 100% des déchets non réglementés produits sur le chantier.



Exemple de bordereau de suivi des déchets (Formulaire CERFA n° 12571\*01)

## Gestion des flux externes à l’emprise chantier

En milieu urbain dense, la gestion des flux de chantier représente un enjeu primordial.

Les livraisons en heure de pointe seront évitées.

Un planning de livraisons sera mis en place afin d’impacter au minimum le trafic environnant.

Les rotations de véhicules sont organisées de manière à éviter des files d’attente débordant sur la voie publique.

Le stationnement en double file est interdit.

La mise en place d’un homme trafic est obligatoire.

Des places de livraison sont disponibles dans la cour logistique. A défaut de place sur l’emprise du chantier, les entreprises devront s’assurer que les flux entre les lieux de stationnement et le chantier ne seront pas accidentogènes.

## Gestion des flux internes à l’emprise chantier

Il faudra dissocier les flux de personnes et les flux de matériaux.

En site occupé, une attention particulière sera portée au flux d’acheminement des matériaux et au flux des compagnons. Ces deux flux seront dissociés du flux des occupants. En cas d’impossibilité de séparation des flux, des dispositions seront mises en place pour atténuer la gêne engendrée et garantir la sécurité et la santé des personnes.

Par exemple :

* Protection et nettoyage régulier des zones de passage
* Identifier le parcours d’accès au chantier et le baliser en autorisant l’accès aux compagnons par un seul ascenseur et/ou une seule cage d’escalier

## Approvisionnement responsable

L’entreprise du lot « Déchets de chantier » devra prévoir des équipements pour la base vie issus de l’économie circulaire, à savoir la location et l’achat sur des plateformes de réemploi et d’occasion. L’achat d’équipement neuf sera proscrit.

## Communication

La présente charte devra être affichée sur le tableau d’affichage du chantier.

### Interne au chantier

La sensibilisation du personnel de chantier sur les comportements à adopter et sur la gestion des nuisances et pollutions est essentielle pour la bonne application des consignes. Elle sera réalisée dès le début du chantier.

Les bonnes pratiques liées à cette charte chantier responsable seront affichées sur le chantier.

### Externe au chantier

En concertation avec le maître d’ouvrage et le maître d’œuvre, le responsable environnement mettra en place des affiches de communication précisant à minima :

* La nature des travaux
* Le planning chantier indiquant éventuellement les phases bruyantes
* Les contacts utiles
* Les bonnes pratiques liées à la charte chantier responsable

Ces affiches seront accrochées dans les lieux de passage (entrée, ascenseurs…) et diffusées par courriel à l’ensemble des parties impactées par les travaux (occupants, riverains…).

Durant la phase travaux, les entreprises veilleront à la bonne information des nouveaux intervenants, leur suivi des consignes et prévoit un point à l’ordre du jour de chaque réunion hebdomadaire.

Un compte rendu de suivi des aspects mentionnés dans ce document sera transmis aux entreprises intervenantes ainsi qu’au Maitre d’ouvrage. Il y figurera tous rappel aux manquements et toutes nouvelles alertes concernant ces sujets. Ce document devra être rédigé par le référent environnement.

## Pénalités

En cas de manquement aux obligations énoncées dans cette charte, l’entreprise accepte le principe de l'action correctrice immédiate et à ses frais.

En cas de manquements répétitifs, l’entreprise s'expose à l'application des pénalités ou retenues consécutives à ses carences, à hauteur des sommes énoncées ci-après.

Ces pénalités seront appliquées à chaque infraction constatée et se cumuleront en cas d’infractions répétées.

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| Nature de la pénalité | Unité | Niveau 1  100€ | Niveau 2  200 € | Niveau 3  300 € |
| Cantonnement non nettoyé | Par jour |  | X |  |
| Nettoyage prévu non effectué | Par heure de nettoyage | X |  |  |
| Installations communes non nettoyées | Par jour |  | X |  |
| Non-respect des procédures de tri dans un même contenant | Par contenant |  | X |  |
| Amoncellement de déchets en dehors des bacs à déchets | Par infraction | X |  |  |
| Brûlage de déchets sur site/Dépôt sauvage | Par infraction |  |  | X |
| Absence de planification des évacuations, non fourniture du calendrier d’enlèvement des déchets | Par jour |  | X |  |
| Sortie d’un véhicule laissant échapper des déchets ou des poussières (Non bâché, chargement défectueux, etc…) | Par véhicule |  |  | X |
| Non transmission d’une plainte voisinage au Maître d’Ouvrage et à la Maîtrise d’Œuvre dans les 24 h | Par jour |  |  | X |
| Non transmission du plan d’accès à une entreprise | Par infraction | X |  |  |
| Non présence d’une benne ou d’un container pour chaque type de déchets | Par jour et par benne | X |  |  |
| Benne ou container non identifié | Par jour |  | X |  |
| Non-respect d’une directive de la Maîtrise d’Œuvre et/ou de la charte | Par infraction |  |  | X |
| Récidive sur infraction de niveau 1 | Par infraction |  | X |  |
| Récidive sur infraction de niveau 2 | Par infraction |  |  | X |

# Annexes

## Pictogrammes de chantier

